

Compte rendu du Comité Technique Local du 27 novembre 2015

PCRP, première caisse commune, immobilier, et restructurations à venir !!!

Toulouse, le 11 décembre 2015

Ce CTL est une reconvoque de celui convoqué le 16 novembre. Il avait été boycotté unitairement par la CGT, FO et Solidaires. Voir courrier unitaire : <http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/cgi-bin/resoospage.pl?1347>

Certes, en début de séance, M Marzin a proposé une minute de silence suite aux attentats à laquelle la CGT s'est associée. **Mais il n'a pas hésité à maintenir la casse de nos services à l'ordre du jour de ce CTL.**

C'était la 1^{ère} instance avec le nouveau DRFiP. Comme nous l'avons indiqué dans notre compte rendu de l'audience de prise de contact : LE CHANGEMENT, c'est Maintenant !!

Ce directeur ne perdra pas de temps en digressions. Ce n'est pas dans nos habitudes et cela nous convient.

Notre déclaration liminaire est téléchargeable sur le site suivant : <http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/cgi-bin/resoospage.pl?1351>

En réponse à notre liminaire, il a indiqué :

- **Sur la sécurité** : sans vouloir tomber dans le « tout sécuritaire » et pour tenir compte de la particularité du Mirail, il a confirmé la présence d'un vigile.

Sur le plan vigipirate, il a rappelé les consignes de sécurité à tous les chefs de service.

Incident place occitane : la CGT a insisté sur l'attention particulière à porter au collègue qui a rencontré l'incident.

- **La carte intercommunale** est quasi-définitive dans le nord du département et loin de l'être dans le Comminges. Le directeur dit attendre la stabilisation de cette carte pour répartir les charges.



La Direction Générale souhaite accélérer les restructurations visibles et les projets de fermetures doivent remonter avant Noël. **A ce sujet, le directeur local nous réserve la primeur de ses annonces au prochain CTL.**

Seule la CGT veille à ce que la direction respecte ses engagements.

La CGT attend encore la réponse à la pétition des SIE pour l'attribution de la prime d'accueil remise lors du CTL du 19 juin.

Lors de ce CTL, la direction s'est engagée à communiquer le sagerfip pour le Service de Publicité Foncière Enregistrement (SPFE). Alors que le SPFE est à l'ordre du jour du CTL du 7 décembre, toujours rien !!!!!

Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine (PCRP) :

Création de 3 PCRP à Toulouse (Cité, Mirail et Rangueil) au 1^{er} septembre 2016

La CGT a dénoncé la départementalisation du contrôle qui éloigne toujours plus les contribuables de nos services. La direction répond : « **c'est vrai !** »

La CGT demande les raisons de l'intégration de la brigade départementale de la Fiscalité Immobilière au PCRP. La direction répond : « **c'est un choix local !** ».

A nos interrogations sur les choix d'affectations au sein d'un PCRP, la direction répond que **ce sera uniquement le fait du prince !!**

Immobilier : La CGT a porté les revendications des collègues du Mirail, de la Cité et de Rangueil. Comme souvent, la direction a joué la provocation : « **Les collègues de la cité administrative ont eu une réaction trop tardive** », « **ceux de Rangueil n'ont rien dit contre une installation en plateau de 7 collègues !** » et pour les toilettes du Mirail, « **les collègues iront à l'étage !** »



Emplois : N'ayant pas connaissance de l'évolution des droits et garanties pour le 1er septembre 2016, la CGT demande que soit appliquée la règle la plus favorable pour les personnels notamment le maintien à la commune. **Le directeur a refusé d'en prendre l'engagement.**

La direction confirme que les personnels des PCRPs seront sollicités pendant la campagne impôts sur le revenu.

La CGT Finances Publiques 31 vote CONTRE (comme l'ensemble des organisations syndicales). Elle rejette ainsi la mise en œuvre de la démarche stratégique et son cortège de destruction du service public de proximité.

Caisse commune de Colomiers : Une seule caisse pour 4 services (SIP, SIE, SPL et CDIF)



La première caisse commune du département arrive !!!

Une fois de plus, le nouveau DRFiP revient sur son expérience dans l'Essonne comme l'ancien dans le Doubs.

Un emploi C est transféré du SIP de Colomiers vers le SPL. Pourquoi ? **« parce qu'un C occupe la fonction ».**

La direction ne tient aucun compte des doctrines d'emplois et ne regarde pas les compétences requises pour accomplir la mission. Elle se contente de reprendre les emplois réels sous prétexte de permettre aux agents de suivre la mission.

Attention, l'accueil primaire risque d'être modifié pour intégrer la pluralité des missions.

Le directeur sera attentif à la qualité des protocoles entre l'ensemble des services de Colomiers. A la demande d'un TSA pour identifier le courrier du SPL, la direction répond : **« c'est trop cher !! ».**

La direction nous a affirmé que même si c'est le but, la généralisation ne se fera pas « à marche forcée ». **Comment les croire alors que ce projet passe en force !?!**

La CGT Finances Publiques 31 vote CONTRE (comme l'ensemble des organisations syndicales).

Budget

La direction se réjouit d'un **« budget tendu mais sans passif ».**

Fournitures : des crédits restent encore disponibles !

A compter du budget de cette année, les frais de déplacements, qui était sur le budget de la centrale, sont maintenant sur celui de la DRFiP 31 (équipe de renfort et CPS...). Et dès l'année prochaine, la DRFiP devra assumer des déplacements réguliers entre Toulouse et Montpellier !!!



Immobilier : La CGT a demandé le détail des travaux. Dans un contexte de restriction budgétaire, nous craignons que les travaux engendrés par les restructurations (démarche stratégique...) soient financés aux dépens de nos conditions de travail.

La CGT est encore intervenue sur les intérêts moratoires. La direction continue de plaider pour les torts partagés avec les collectivités.

Clic'Esi



A part M BIL, tout le monde a découvert, au moment de la présentation, l'expérimentation en cours dans 3 services du département (**SIP Sud-Est, SIE Sud-Ouest et trésorerie de l'Union**).

D'ailleurs, **nous n'avons toujours pas les 3 dernières fiches du diaporama. Ont-elles été envoyées pas Clic' Esi pour évaluer la vitesse d'acheminement ?**

La CGT a interrogé la direction sur les conséquences possibles :

- **sur les transferts d'emplois.** Réponse de la direction : **« pas de répercussion car mission traitée de manière industrielle » ;**

- **sur le budget d'affranchissement local.** Réponse : **« cette année, c'est gratuit ! , l'an prochain, ce sera le tarif industriel »**

La CGT Finances Publiques a alerté sur le fait que l'absence de signatures pourrait affaiblir nos procédures.

Le directeur confirme que cette absence de signature doit être conforme au droit.

Service commun (courrier) de la cité administrative

Fin du transfert de l'affranchissement du courrier des services de la cité vers les services communs de la direction (rue de lois) **depuis le mois d'août !**

La CGT a, à nouveau, appelé l'attention de la direction sur les inquiétudes des collègues des services communs de la cité sur leur avenir qui voient encore partir une de leur mission.

La direction confirme que les collègues resteront à la cité mais précise que leurs missions seront revues avec le gestionnaire de site et les chefs de services. **La CGT a donc alerté sur les problèmes de commandements pathogènes liés à la multiplicité de chefs de services.**

Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)

Immobilier : le grand mécano de la place occitane continu.

La direction a profité de la fin de certaines activités de la CDC dans le 31 pour engager des travaux et redonner de l'espace au service « produits divers ».

La direction a assumé que le déplacement d'une cloison peut se faire sans aucune concertation. Rappelons que la CGT est intervenue à de nombreuses reprises pour des présences d'amiante dans ce bâtiment. Au cas particulier, la direction affirme qu'il n'y a pas d'amiante à ce niveau.

Régulièrement, la CGT Finances Publiques essuie un refus à sa demande de détail des emplois implantés en Direction. Mais oh ! surprise !!! Voici un début de détail pour la CDC !

Questions diverses :

Stagiaires B :



Comme dans sa liminaire, **la CGT a renouvelé son indignation sur les conditions inadmissibles d'accueil des 30 Stagiaires B présents cette semaine dans nos murs.** Rappelons que ces collègues devaient être accueillis dans les services afin de découvrir toutes les missions de notre administration et leur permettre de faire le choix de leur dominante. Mais en guise de découverte, **ils sont restés dans la salle de réunion de la**

cité administrative et ont vu un défilé d'intervenants comme ils le vivent déjà à l'ENFiP. Encore un effet de la dégradation des conditions de travail et des sous-effectifs !!!

L'Isle-en-Dodon :

La direction s'étant engagée à déplacer le contrôleur ALD au 1^{er} janvier 2016, **elle nous assure que l'équipe de renfort (1 agent) sera en permanence dans le poste jusqu'au mouvement de mutation.**

Si la direction avait voulu améliorer les conditions de travail, elle aurait nommé 2 personnes de l'équipe de renfort pour combler les 2 emplois vacants.

Castanet :

Dans sa note spécifiant le périmètre du transfert du recouvrement vers Ranguel, la direction indique la suppression d'un emploi de cadre A. **En séance, la DRFiP dit encore qu'elle ne sait pas et évoque toujours un redéploiement d'emploi.** Nous sommes toujours dans l'attente de la fiche des droits et garanties pour le cadre A de Castanet.

Scanner Colomiers :

Attente d'un audit général sur la question pour généraliser à tous les services.



5^{ème} Brigade Départementale de Vérification (BDV) et Pôle Redevance :

Soucieux du dialogue social, le directeur a annoncé la suppression de la 5^{ème} BDV la veille de ce CTL, au collège des chefs de services.

Vos élus CGT Finances Publiques 31 à ce Comité Technique Local :

Boris BEAUDOIN : boris.beaudoin@dgfip.finances.gouv.fr

Rachel TISNE BRISON : rachel.tisne-brison@dgfip.finances.gouv.fr

Marie-Christine LAINÉ : marie-christine.laine@dgfip.finances.gouv.fr

Séverine BOLOGNESI FOURCADE : severine.bolognesi-fourcade@dgfip.finances.gouv.fr

Stéphane BOY : stephane.boy@dgfip.finances.gouv.fr

**Une force
à vos côtés**

**LUTTER
PLUS
pour
GAGNER PLUS**

**J'AGIS
JE M'ENGAGE
JE ME SYNDIQUE!**